







- que je n'ai pas sollicité pour la même prestation / la même transmission, une aide autre que celles indiquées sur la présente demande d'aide,
- que j'ai pris connaissance des points de contrôle,
- que les renseignements fournis dans le présent formulaire et dans les pièces jointes sont exacts
- que je n'ai pas commencé l'exécution de ce projet

**ENGAGEMENTS ET SIGNATURE DU DEMANDEUR SUITE (VEUILLEZ COCHER LES CASES NÉCESSAIRES)**

**Je m'engage sous réserve de l'attribution de l'aide :**

- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits nationaux, en plus de ceux mentionnés dans la présente demande d'aide,
- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant 3 années,
- à informer la DDT(M) de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- à permettre et faciliter l'accès à mon exploitation aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite au titre de l'AITA,
- à respecter le taux maximal d'aides publiques,
- pour les propriétaires bailleurs, à transmettre mes terres et les droits à primes et à produire(s'il y a lieu) au jeune agriculteur
- à autoriser le paiement direct de l'aide à l'organisme prestataire de service agréé (pour la prise en charge des frais de diagnostic de l'exploitation à céder et de conseil de stratégie de transmission) et en conséquence, à lui transmettre mon dossier de paiement complété et signé en original, accompagné des pièces justificatives
- à cesser toute activité agricole,

**Je suis informé(e)** qu'en cas d'irrégularité ou de non respect de mes engagements, je devrais rembourser les sommes que j'ai perçues, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Signature du demandeur :

(du gérant en cas de formes sociétaires et de tous les associés pour les GAEC)

**MENTIONS LÉGALES**

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à ce formulaire. La fourniture des données qu'il contient est obligatoire. La loi vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant, en vous adressant au service auquel vous adressez ce formulaire.

**PIÈCES À FOURNIR**

Pièces	Type de demandeur concerné / type de projet concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la/DDT(M)/DRAAF	Sans objet
Le présent formulaire de demande d'aide complété et signé	Tous	<input type="checkbox"/>		
Si vous n'avez pas de n° SIRET ni de n° PACAGE : copie de pièce d'identité <sup>(1)</sup>	Tous demandeurs ne possédant ni de n° SIRET ni de n° PACAGE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Relevé d'identité bancaire (ou copie lisible) <sup>(1)</sup>	Le cas échéant (voir en page 1 de la demande)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
K-bis <sup>(1)</sup>	Si le demandeur est une forme sociétaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation d'affiliation MSA <sup>(1)</sup>	Pour les exploitants	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Devis du prestataire	Pour les demandes de prise en charge du diagnostic de l'exploitation à céder et du conseil de stratégie de transmission	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation de dépôt ou d'enregistrement de la DICAA	Pour les demandes d'aide : diagnostic de l'exploitation à céder	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>
Attestation de reconversion professionnelle	Tous en cas de reconversion professionnelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatifs relatifs au caractère hors cadre familial	Lorsque que le repreneur ne bénéficie pas de la modulation hors cadre familial au titre des aides à l'installation (DJA)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

(1) Attention : Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DDT(M) à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant.

Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis à la DDT(M) après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification statutaire : |\_|\_|/|\_|\_|/|\_|\_|\_|\_|. Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.

Pour le RIB : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu de la DDT(M). Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir le RIB du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

